

85° GO! atheneum Geraardsbergen
 Papiermolenstraat 103
 9500 Geraardsbergen
 2° degré : Techniek-wetenschappen TSO
 86° GO! atheneum Geraardsbergen
 Papiermolenstraat 103
 9500 Geraardsbergen
 3° année d'études du 3° degré : Logistiek BSO
 87° GO! atheneum Herzele
 De Tramzate 9
 9550 Herzele
 2° degré : Schilderwerk en decoratie BSO
 88° Onze-Lieve-Vrouwcollege I
 Ooststraat 44
 9620 Zottegem
 3° degré : Grieks-wiskunde ASO
 89° GO! technisch atheneum De Rijdtmeersen Brakel
 Kasteelstraat 32
 9660 Brakel
 3° année d'études du 3° degré : Industriel onderhoud BSO
 90° GO! atheneum Erasmus Deinze
 Volhardingslaan 11
 9800 Deinze
 2° degré : Schilderwerk en decoratie BSO
 91° Sint-Vincentius
 Zuidmoerstraat 125
 9900 Eeklo
 3° degré : Grieks-wiskunde ASO

Art. 2. § 1^{er}. Quelques-unes des programmations énumérées à l'article 1^{er} sont soumises à une condition supplémentaire. Seulement lorsque cette condition supplémentaire est remplie, l'école concernée peut programmer.

§ 2. Pour les numéros 11, 48 et 86, l'école concernée doit adhérer à la convention logistique.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Bruxelles, le 4 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
 P. SMET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203681]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition et au fonctionnement de la cellule de prospective et de veille scientifique

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.80 et D.81;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n° 2014/000619 de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 6 mars 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « cellule » : la cellule de prospective et de veille scientifique instituée à l'article D.80 du Code wallon de l'Agriculture;

2° « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

3° « collège » : le collège des producteurs institué à l'article D.70 du Code wallon de l'Agriculture;

4° « comité stratégique » : le Comité stratégique de l'agriculture institué à l'article D.82 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 2. § 1^{er}. La cellule est composée de quinze membres effectifs et douze membres suppléants nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° huit membres effectifs et leurs suppléants respectifs représentant par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, en abrégé l'« ARES », et proposés par celle-ci;

2° un membre et son suppléant représentant du Centre wallon de Recherche agronomique sur proposition de son directeur général;

3° deux membres effectifs et leurs suppléants respectifs représentant l'association des directions des instituts supérieurs francophones et sur proposition de l'association;

4° un membre et son suppléant représentant l'Institut wallon de l'Évaluation de la Prospective et de la Statistiques et proposés par l'Institut;

5° un membre, agent de la Direction de l'Analyse économique agricole du Département de l'Étude du Milieu naturel et agricole de l'administration;

6° le directeur général de l'administration et l'inspecteur général du Département du Développement de la même administration.

§ 2. Parmi les membres et suppléants représentant le CIUF, seront requis des spécialistes et leurs suppléants respectivement en production animale et végétale, en relations entre agriculture et environnement, en sociologie, en aménagement du territoire, en économie rurale et en économie générale, si possible de l'agroalimentaire et de la distribution commerciale.

§ 3. Les membres représentant l'association des directions des instituts supérieurs francophones seront issus d'institutions ayant l'agronomie ou l'agroalimentaire dans leurs activités.

Art. 3. § 1^{er}. Les membres effectifs et suppléants de la cellule sont nommés le 1^{er} janvier de l'année qui suit le début de la législature par le Gouvernement wallon pour une durée de cinq ans.

§ 2. La Direction de la Recherche et du Développement de l'administration est chargée de lancer les appels à candidatures par voie électronique auprès des institutions concernées à l'article 2.

Art. 4. Le président et le vice-président sont nommés par le Gouvernement parmi les membres effectifs ou suppléants, sur proposition du Ministre.

Art. 5. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut désigner un nouveau président ou un nouveau vice-président parmi les membres effectifs ou suppléants en fonction, en cours de mandat, si les postes sont déclarés vacants par la cellule.

Le Gouvernement peut nommer de nouveaux membres en cours de mandat, si les postes sont déclarés vacants par la cellule.

En cas de perte de représentativité d'un membre, celui-ci perd sa fonction au sein de la cellule.

L'institution ou l'instance qu'il représente en informe la cellule qui déclare le poste vacant, ainsi que le Ministre. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut procéder au remplacement du membre.

Art. 6. § 1^{er}. La cellule se réunit au minimum une fois par semestre.

§ 2. La cellule répond aux demandes, aux avis sollicités et aux interrogations du Ministre ou du comité stratégique et propose au comité stratégique un document de synthèse pour chaque domaine étudié, et un avis prospectif s'il s'avère utile.

En cas d'alerte ou de demande motivée d'un de ses membres au Ministre, la cellule peut se réunir en urgence, sur convocation du Ministre.

§ 3. La cellule participe avec la Direction de l'Analyse agricole à la rédaction du rapport sur l'état de l'agriculture tel que prévu aux articles D.88 et D.89 du Code wallon de l'Agriculture.

§ 4. La cellule peut, d'initiative, remettre un avis sur des sujets et domaines qu'elle estime importants pour le futur de l'agriculture wallonne.

§ 5. La cellule peut faire appel à des experts dans les différents domaines abordés.

§ 6. Le secrétariat et le suivi des dossiers traités par la cellule est assuré par la Direction de la Recherche et du Développement de l'administration.

Art. 7. La cellule peut constituer en son sein des commissions pour l'étude de matières spécifiques ou des groupes de travail pour préparer les remises d'avis. La cellule peut inviter des personnes externes à participer à ses travaux ou aux travaux de ces instances.

Art. 8. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, le premier mandat débute à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et se termine le 31 décembre de l'année de fin de législature en cours lors de la mise en place de la cellule.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203681]

8. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Zelle für die Zukunftsforschung und die wissenschaftliche Überwachung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.80 und D.81;

Aufgrund des am 28. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 6. März 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000619 der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Zelle": die in Artikel D.80 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft eingeführte Zelle für die Zukunftsforschung und die wissenschaftliche Überwachung;
- 2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;
- 3° "Kollegium": das in Artikel D.70 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft eingeführte Erzeugerkollegium;
- 4° "Strategischer Ausschuss": der in Artikel D.82 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft eingeführte strategische Ausschuss für Landwirtschaft.

Art. 2 - § 1. Die Zelle wird aus fünfzehn ordentlichen Mitgliedern und zwölf stellvertretenden Mitgliedern gebildet, die von der Regierung ernannt werden und wie folgt aufgeteilt werden:

- 1° acht ordentliche Mitglieder und ihre jeweiligen Stellvertreter, die die "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Akademie der Forschung und des Hochschulwesens), kurz "ARES", vertreten und von ihr vorgeschlagen werden;
- 2° ein Mitglied und sein Stellvertreter, die das Wallonische Zentrum für agronomische Forschung vertreten und von dessen Generaldirektor vorgeschlagen werden;
- 3° zwei ordentliche Mitglieder und ihre jeweiligen Stellvertreter, die die Vereinigung der Leitungen der französischsprachigen Hochschulen vertreten und von der Vereinigung vorgeschlagen werden;
- 4° ein Mitglied und sein Stellvertreter, die das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik vertreten und von dem Institut vorgeschlagen werden;
- 5° ein Mitglied in seiner Eigenschaft als Bediensteter der Direktion der agrarwirtschaftlichen Analyse der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs der Verwaltung;
- 6° der Generaldirektor der Verwaltung und der Generalinspektor der Abteilung Entwicklung derselben Verwaltung.

§ 2. Unter den Mitgliedern und Stellvertretern, die den "CIUF" (Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique) vertreten, werden Fachleute und ihre jeweilige Stellvertreter in Sachen pflanzliche und tierische Erzeugung, Wechselwirkungen zwischen Landwirtschaft und Umwelt, Soziologie, Raumordnung, Agrarökonomie, Gesamtwirtschaft und wenn möglich landwirtschaftliche Nahrungsmittel und Vertrieb zu Rate gezogen.

§ 3. Die Mitglieder, die die Vereinigung der Leitungen der französischsprachigen Hochschulen vertreten, stammen aus Einrichtungen, zu deren Tätigkeitsbereichen die Agronomie oder die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel gehören.

Art. 3 - § 1. Die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder der Zelle werden am 1. Januar des Jahres, das auf den Beginn der Legislaturperiode folgt, für eine Dauer von fünf Jahren von der Wallonischen Regierung ernannt.

§ 2. Die Direktion der Forschung und der Entwicklung der Verwaltung wird beauftragt, die in Artikel 2 angeführten Einrichtungen auf elektronischem Wege aufzufordern, Bewerbungen einzureichen.

Art. 4 - Auf Vorschlag des Ministers ernannt die Regierung den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden unter den ordentlichen oder stellvertretenden Mitgliedern.

Art. 5 - Auf Vorschlag des Ministers ist die Regierung befugt, vor Ablauf eines Mandats einen neuen Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden unter den amtierenden ordentlichen oder stellvertretenden Mitgliedern zu ernennen, falls diese Ämter von der Zelle als zu besetzen erklärt werden.

Die Regierung ist befugt, vor Ablauf eines Mandats neue Mitglieder zu ernennen, falls diese Ämter von der Zelle als zu besetzen erklärt werden.

Verliert ein Mitglied seine Repräsentativität, so verliert es sein Amt innerhalb der Zelle.

Die von diesem Mitglied vertretene Einrichtung oder Instanz teilt dies dem Minister mit, sowie der Zelle, die das Amt als zu besetzen erklärt, Auf Vorschlag des Ministers kann die Regierung das Mitglied ersetzen.

Art. 6 - § 1. Die Zelle versammelt sich wenigstens einmal pro Halbjahr.

§ 2. Die Zelle antwortet auf Anfragen, auf die Anforderung von Gutachten sowie auf Fragen des Ministers oder des strategischen Ausschusses und unterbreitet dem strategischen Ausschuss ein zusammenfassendes Dokument für jeden Untersuchungsbereich sowie falls erforderlich ein prospektives Gutachten.

Im Falle eines Notfalls oder falls eines der Mitglieder eine begründete Anfrage an den Minister richtet, kann auf Vorladung dieses Ministers eine Dringlichkeitsversammlung der Zelle einberufen werden.

§ 3. Gemeinsam mit der Direktion der agrarwirtschaftlichen Analyse beteiligt sich die Zelle an der Ausarbeitung des in den Artikeln D.88 und D.89 des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft angeführten Berichts über den Zustand der wallonischen Landwirtschaft.

§ 4. Die Zelle kann in Eigeninitiative ein Gutachten zu Themen oder Bereichen abgeben, die ihrer Meinung nach für die Zukunft der wallonischen Landwirtschaft von Bedeutung sind.

§ 5. Die Zelle kann in den verschiedenen behandelten Themenbereichen Experten zu Rate ziehen.

§ 6. Die Direktion der Forschung und der Entwicklung der Verwaltung gewährleistet die Sekretariatsführung und die Bearbeitung der von der Zelle angelegten Akten.

Art. 7 - Die Zelle kann intern Ausschüsse für die Prüfung spezifischer Themen oder Arbeitsgruppen für die Vorbereitung der abzugebenden Gutachten bilden. Die Zelle kann außenstehende Personen einladen, um an den Arbeiten der Zelle oder der vorerwähnten Instanzen teilzunehmen.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 3, § 1 beginnt das erste Mandat nach Ablauf einer dreimonatigen Frist, die ab dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* beginnt, und endet dieses Mandat am 31. Dezember des Jahres, in dem die zum Zeitpunkt der Einrichtung der Zelle laufende Legislaturperiode endet.

Art. 9 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203681]

8 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de samenstelling en de werking van de Cel belast met het prospectief onderzoek en de wetenschappelijke observatie

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.80 en D.81;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 februari 2014;
Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;
Gelet op het advies nr. 2014/000619 van de Autonome adviescel voor Duurzame ontwikkeling, gegeven op 6 maart 2014;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "cel" : de Cel belast met prospectief onderzoek en wetenschappelijke observatie ingesteld in artikel D.80 van het Waalse Landbouwwetboek;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Landbouw;

3° "college" : het producentencollege ingesteld in artikel D.70 van het Waalse Landbouwwetboek;

4° "strategisch Comité" : het strategisch Comité ingesteld in artikel D.82 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 2. § 1. De Cel bestaat minstens uit vijftien gewone leden en twaalf plaatsvervangende leden die door de Regering worden benoemd, namelijk :

1° acht gewone leden en hun respectievelijke plaatsvervaarders voorgedragen door en ter vertegenwoordiging van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur", afgekort "ARES";

2° een gewoon lid en zijn plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het "Centre wallon de Recherche agronomique" op voorstel van zijn directeur-generaal;

3° twee gewone leden en hun respectievelijke plaatsvervaarders ter vertegenwoordiging van de vereniging van de besturen van de Franstalige hogescholen en op voorstel van de vereniging;

4° een gewoon lid en zijn plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectief en Statistiek) en voorgedragen door het Instituut;

5° een gewoon lid, personeelslid van de Directie Landbouwkundige Economische Analyse van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de administratie;

6° de directeur-generaal van de administratie en de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling van dezelfde administratie.

§ 2. Onder de gewone leden en plaatsvervangende leden die het "CIUF" vertegenwoordigen, worden deskundigen en hun respectievelijke plaatsvervaarders inzake plantaardige en dierlijke productie, inzake het verband tussen landbouw en leefmilieu, inzake sociologie, ruimtelijke ordening, landelijke economie en algemene economie, en indien mogelijk inzake agrovoeding en commerciële distributie opgevorderd.

§ 3. De leden die de vereniging van de besturen van de Franstalige hogescholen vertegenwoordigen, komen uit instellingen met landbouwkunde of agrovoeding in hun activiteiten.

Art. 3. § 1. De gewone leden en de plaatsvervangende leden van de Cel worden door de Waalse Regering voor vijf jaar benoemd op 1 januari van het jaar volgend op het begin van de legislatuur.

§ 2. De Directie Onderzoek en Ontwikkeling van de administratie is belast met het verrichten van kandidatenoproepen op elektronische wijze bij de betrokken instellingen in artikel 2.

Art. 4. De voorzitter en de ondervoorzitter worden benoemd door de Regering onder de gewone leden of plaatsvervangende leden, op de voordracht van de Minister.

Art. 5. Op de voordracht van de Minister, kan de Regering een nieuwe voorzitter of ondervoorzitter aanwijzen onder de gewone of plaatsvervangende leden die in functie zijn, in de loop van het mandaat, als de betrekkingen door de Cel vacant worden verklaard.

De Regering kan nieuwe leden in de loop van het mandaat benoemen, als de betrekkingen door de Cel vacant worden verklaard.

In geval van verlies van representativiteit van een lid, verliest hij dan zijn functie binnen de Cel.

De instelling of de instantie die hij vertegenwoordigt, brengt de Cel op de hoogte daarvan, die de betrekking vacant verklaart, alsook de Minister. Op voorstel van de Minister, kan de Regering in de vervanging van het lid voorzien.

Art. 6. § 1. De Cel vergadert minstens één keer per semester.

§ 2. De Cel beantwoordt de verzoeken, gevraagde adviezen en aanvragen van de Minister of van het strategische comité en stelt bedoeld comité een samenvattend document voor elk bestudeerd vakgebied voor, alsook een prospectief advies indien nodig.

Bij dringende situaties of bij gemotiveerde aanvraag van een lid aan de Minister, kan de Cel dringend vergaderen, na oproeping door de Minister.

§ 3. De Cel neemt deel aan het opmaken van het verslag over de toestand van de landbouw zoals bedoeld in de artikelen D.88 en D.89 van het Waalse Landbouwwetboek.

§ 4. De Cel kan, op eigen initiatief, adviezen uitbrengen over onderwerpen en vakgebieden die ze van belang acht voor de toekomst van de Waalse landbouw.

§ 5. De Cel kan een beroep doen op deskundigen op de verschillende behandelde vakgebieden.

§ 6. Het secretariaat en de opvolging van de door de Cel behandelde dossiers worden waargenomen door de Directie Onderzoek en Ontwikkeling van de administratie.

Art. 7. De Cel kan binnen haar midden commissies oprichten voor de studie van specifieke aangelegenheden of werkgroepen om het uitbrengen van adviezen voor te bereiden. De Cel kan buitenstaanders uitnodigen om deel te nemen aan haar werken of aan de werken van haar instanties.

Art. 8. In afwijking van artikel 3, § 1, begint het eerste mandaat te lopen na verstrijken van een termijn van drie maanden die ingaat de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en eindigt op 31 december van het jaar van het einde van de lopende legislatuur bij de instelling van de Cel.

Art. 9. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27171]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, l'article 94, § 1^{er}, modifié par le décret du 15 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement du 20 janvier 2014;

Vu l'accord de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 26 février 2014;

Vu l'avis n° 55.852/4 du Conseil d'Etat donné le 23 avril 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 15°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, modifié par les arrêtés du 19 décembre 2008 et du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le *c*) est remplacé par ce qui suit :

« *c*) une chambre supplémentaire lorsque le locataire, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement a plus de 65 ans; »

2° il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les chambres supplémentaires visées aux (*c*) et (*d*) ne peuvent être cumulées. ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par les arrêtés du 19 décembre 2008, du 29 janvier 2010 et du 19 juillet 2012, le 15^{ter} est remplacé par ce qui suit :

15^{ter} mutation : le transfert, au sein d'une même société :

a) d'un logement non proportionné vers un logement proportionné;

b) d'un logement vers un logement spécialement conçu pour des personnes âgées de plus de 65 ans, pour des étudiants ou pour des personnes handicapées, ou inversement;

c) d'un logement à un autre en raison des revenus du ménage;

d) d'un logement à un autre pour des raisons de convenances personnelles.

Dans le cas visé au *d*), la mutation ne peut pas être demandée durant les trois premières années d'occupation du logement attribué sauf lorsque la demande de mutation est introduite :

a) pour des raisons d'urgence sociale ou de cohésion sociale acceptées par une décision motivée du Comité d'attribution prise sur avis conforme du commissaire de la Société wallonne

b) afin d'obtenir un logement présentant des facilités d'accès quant à sa structure ou sa localisation pour des personnes présentant des problèmes médicaux attestés par un médecin et acceptés par une décision motivée du Comité d'attribution prise sur avis conforme du commissaire de la Société wallonne.

Art. 3. L'alinéa 2 de l'article 15, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2012, est complété par les mots suivants :

« ou si une restriction attestée par un médecin justifie le second refus. ».

Art. 4. A l'article 17, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la catégorie « Situations vécues par le ménage en termes de logement », première ligne, les mots « ou de transit » sont insérés entre les mots « d'insertion » et les mots «, dans les six derniers mois »;

2° dans la catégorie « Situations personnelles du ménage », première ligne, le mot « sans-abri » est inséré entre les mots « la personne » et les mots « qui a quitté un logement »;